

## **Conférence européenne:**

### **« D'une directive améliorée à une pratique améliorée pour les CEE »**

**16-17 mai 2011**

**Lieu: Megaron, centre international de conférence, Athènes**

**Langues de travail : EN, FR, DE, IT, GR**

## **Ordre du jour**

### Lundi 16 mai

09:00 Arrivée et inscription des participants / Participation à la cérémonie d'ouverture du congrès de la CES

14:00 **Ouverture de la conférence** (Présidence : Claudio Stanzani, SDA)

- John Monks, secrétaire général CES
- Georges Dassis, Comité Economique et Social Européen, Groupe II
- Evelyne Pichot, Commission européenne (DG EMPL)
- Jutta Steinruck, Membre du Parlement Européen
- Veronica Nilsson, CES

*Courte video sur les CEE*

15:00 **SESSION 1 - Des compétences plus claires pour votre CEE: de nouvelles définitions et des droits plus affirmés** (Présidence: Jan Cremers, CES)

- Quelles bases légales s'appliquent, et à qui s'appliquent-elles?
  - Nouvelles définitions de l'information et de la consultation
  - Compétences / transnationalité
  - Articulation entre les niveaux locaux et européens
  - Représentation collective des travailleurs
- 1) Qu'apporte la nouvelle directive? Fausta Guarriello (Université de Pescara)
  - 2) Présentations par des CEE, illustrant la façon dont ces nouvelles définitions et ces nouveaux droits pourront améliorer la pratique: Danielle Jakabowits (Randstad), Andrea Tognetti (Avaya), Rolf Schmidt (IBM et SAP), Wolfgang Kamedler (Sappi Fine Paper), Robert Thompson (Danske Bank)
  - 3) Le rôle des partenaires sociaux dans le processus de transposition de la directive 2009/38 : Natalie Glück (SDA)
  - 4) Du droit à la pratique – problèmes juridiques possibles dans la mise en œuvre de la directive refondue : M. Rachid Brihi (avocat au Barreau de Paris)
  - 5) Discussion
  - 6) Assurer l'application de ces améliorations, dans la pratique – remarques de conclusions par Claudia Saller (UNI Europa), Sylvain Lefèvre (EMCEF), Simon Cox (EFFAT).

18:00 Fin du premier jour



Avec le soutien de la Commission européenne

Mardi 17 mai

09:30 **Allocution de Mr László Andor**, Commissaire européen à l'emploi, affaires sociales et inclusion

09:45 **SESSION 2 - Les « moyens » pour exercer ces droits: de meilleurs outils pour votre CEE?** (présidence : Ludo Vekemans, SDA)

- Accès à la formation et à l'expertise externe
  - Obligation pour les membres du CEE d'informer leurs travailleurs: accès à de meilleurs outils de communication et visites de sites?
  - Reconnaissance du rôle des syndicats : notification et soutien d'experts
  - Comité restreint
  - Renégociation en cas de changements significatifs
- 1) Qu'apporte la refonte de la directive? Bruno Demaître (ETUI)
  - 2) Présentations par des CEE : Sabrina Bego (Ferrero), Ingrid Stipanovsky (Novartis), Kris Vandamme (Brambles & Besix), Wilfried Cools (BNP Paribas)
  - 3) Discussion
  - 4) Santé et sécurité sur le lieu de travail – quel rôle pour les CEE : Laurent Vogel (ETUI, département sécurité et santé)
  - 5) Le rôle des cadres dans les CEE : Carlo Parietti (Eurocadres)
  - 6) Les possibilités offertes par les financements européens en soutien aux CEE : Alexandre Martin (SDA)
  - 7) Assurer l'application de ces améliorations dans la pratique – remarques de conclusion par Cristina Tilling (ETF), Jan Willem Goudriaan (EPSU), William Van Der Straeten (FETBB).

12:30 Déjeuner

14:00 **SESSION 3 - Un effort coordonné pour relever les défis de la restructuration** (Présidence : Fernando Vasquez, Commission européenne DG EMPL)

Intervention de CEE à propos de l'anticipation ou de la gestion des mesures de restructuration : Blandine Landas (Coordinatrice FEM – CEE Thalès), Rita Peeters (Coordinatrice UNI - CEE Carrefour), Patrice Ponceau (Coordinateur FETBB – CEE Lafarge), Gianni Alioti (Coordinateur FEM), Jan Kappers (DHL).

Remarques de conclusion : Patrick Itschert (ETUF:TCL)

15:30 Débat avec le public

16:00 **Conclusions et perspectives futures** (présidence : Claudio Stanzani, SDA)

Bernadette Ségol, Secrétaire Générale désignée de la CES

16:30 Fin de la conférence



Avec le soutien de la Commission européenne